

Echange visa contre mécénat

Investir dans la culture portugaise pourra désormais donner droit à un permis de résidence dans l'espace Schengen. La mesure, censée pallier le manque de financements publics, fait polémique.

— **Público** (extraits)
Lisbonne

A partir de maintenant, un investisseur étranger souhaitant résider au Portugal pourra le faire s'il investit dans la culture, sous des formes aussi diverses que la production de pièces de théâtre, l'achat d'œuvres d'art ou le financement de nouveaux projets dans le design ou la mode. Cela fonctionnera également en cas de financement d'une institution déjà existante, comme un musée ou une fondation, mais aussi de la sauvegarde ou de l'entretien du patrimoine architectural national. Le montant minimum exigé est de 350 000 euros. Jusqu'ici, les permis de résidence n'étaient attribués par le Service des étrangers et des frontières (SEF) que si l'on investissait 500 000 euros dans des acquisitions immobilières ou si l'on transférait au moins 1 million d'euros au Portugal.

"Le montant de l'investissement pour l'activité culturelle est d'au moins 350 000 euros afin de permettre la création d'une véritable subvention complémentaire aux subventions publiques", a déclaré au journal *Público* Jorge Barreto Xavier, secrétaire d'Etat à la

Culture, qui prévoit grâce à cette nouvelle mesure une augmentation des fonds dans le secteur.

António Mega Ferreira, directeur exécutif de l'Association Musique, Education et Culture (Amec), ne veut pas anticiper les effets de cette mesure sur le secteur culturel. Il est encore trop tôt pour cela, dit-il. "Ce que je peux dire, c'est que, au vu de la situation actuelle, cet argent sera vraiment le bienvenu. Mais je ne crois pas que les visas dorés [permis de résidence vendus à prix d'or] soient la solution pour résoudre le problème chronique de sous-investissement que subit depuis un certain nombre d'années le secteur culturel au Portugal", souligne Mega Ferreira, qui fut président du Centre culturel de Belém [un des plus grands centres culturels et artistiques du pays].

"Cela me semble un peu irréaliste", commence par dire João Pedro Vaz, directeur de la compagnie de théâtre Comédias do Minho, basée à Paredes de Coura [petite ville du nord du pays], qui se produit dans toute la vallée du Minho. "Vu le désintérêt des investisseurs nationaux pour le secteur culturel, je ne vois pas comment un investisseur étranger résoudrait le problème", estime le metteur en

scène, craignant que ces nouveaux investissements soient captés par ceux qui ont déjà une renommée dans le milieu. "Au Portugal, l'Etat n'a pas été pédagogue. Il invente parfois des lois positives, comme celle du mécénat, mais les investissements finissent toujours dans les mêmes lieux." Même le fait que [le vice-Premier ministre] Paulo Portas ait introduit un amendement à la loi pour privilégier les investissements dans les territoires de basse densité démographique ne convainc pas João Pedro Vaz.

Subventions. "Je pense, par exemple, qu'il est difficile d'imaginer qu'un investisseur étranger veuille investir dans la compagnie Comédias do Minho, lance-t-il. Je doute également que l'Etat recommande d'aller dans cette zone montagneuse, rurale, et d'investir dans un projet qui implique les populations locales et les écoles. Autrement dit, je doute qu'un investisseur étranger arrive à voir au-delà de ce que nos investisseurs habituels au Portugal n'ont pas vu", poursuit le responsable de la compagnie, argumentant qu'il faut que l'Etat, très centré sur les grandes villes, s'ouvre au reste du pays pour que les visas dorés aient l'impact escompté. "Tant que cette vision ne changera pas, tout cela me paraîtra un peu folklorique", ajoute-t-il.

"Par expérience, je sais que les acteurs culturels ne sont appelés à discuter avec les gouvernements que quand ces derniers sont près de perdre les prochaines élections. La culture apparaît en fin de mandat, rappelle João Pedro Vaz, à l'unisson avec Mega Ferreira. Nous sommes en pleine campagne électorale, je ne sais pas ce qui pourrait encore surgir."

Barreto Xavier ne tolère pas ces critiques : "Je ne me souviens pas d'un seul moment où les acteurs culturels ne se soient pas plaints du

"Il existe un intérêt certain des étrangers pour les visas dorés. C'est un mythe"

manque de subventions." Il argue pour sa défense : "Comment dire que ce gouvernement ne s'intéresse pas à la culture alors qu'il est le seul depuis vingt ans à avoir réussi à adopter une loi sur la copie privée et une autre sur le mécénat ? Quant aux visas dorés, ce n'est qu'une des possibilités. Il existe aussi des subventions directes, grâce au financement de l'Etat, et indirectes, par la voie de l'exonération fiscale. Le mécanisme des visas dorés ne peut être vu comme une initiative ponctuelle, car ça correspond à un élément du travail global que nous menons pour augmenter le financement de l'activité culturelle".

Teresa Tamem, directrice générale du Centre national de la culture, instance qui représente le Portugal dans Europa Nostra - association européenne de défense du patrimoine -, rappelle que les ressources financières publiques sont "insuffisantes". "Il est prématuré de dire quoi que ce soit, mais essayer, c'est déjà positif", dit-elle, considérant facile d'attirer l'attention d'investisseurs étrangers par la qualité du patrimoine portugais. Mais elle alerte également sur les aspects négatifs : "Toute tentative purement économique pourrait être très dangereuse. C'est aux institutions culturelles et à l'Etat de définir les priorités et d'accompagner l'application de la mesure."

"Cet accompagnement sera fait, garantit Barreto Xavier. Le cabinet de stratégie, de planification et d'évaluation culturelles valide les propositions et contrôle l'utilisation effective de l'argent."

Mário Ferreira, un entrepreneur de la ville de Porto qui a ouvert

l'année dernière le parc d'attractions World of Discoveries, juge la mesure "positive". "J'ai l'impression que la plupart des étrangers voient en ce moment dans le Portugal la possibilité d'investissements à bas prix et de bonnes opportunités", affirme le président de Douro Azul, entreprise de croisières sur le fleuve Douro. "Il existe un intérêt certain des étrangers pour les visas dorés, c'est un succès. Même si, malheureusement, les médias en parlent plus pour d'autres raisons, en l'occurrence les affaires de corruption touchant plusieurs membres du gouvernement, la vérité est que la demande est très importante", assure Mário Ferreira, mettant en avant "tout le patrimoine architectural disponible, notamment si l'on compte celui de l'armée et de la marine, sans compter le patrimoine des municipalités. Des forts, des palais, de nombreux autres édifices déperissent et n'ont ni l'attention ni l'entretien qu'ils méritent. Si on pouvait attirer des investisseurs pour réhabiliter ces édifices, pourquoi ne serait-ce pas positif ?" s'interroge l'entrepreneur.

Patrimoine. "Un fort, un château ou un palais au Portugal, les investisseurs étrangers ne vont pas les emmener sur leur dos. Pour moi, s'ils les achètent et en prennent soin, cela ne fait aucune différence que l'investisseur soit portugais, français, anglais ou même chinois. L'important, c'est qu'ils en prennent soin, ajoute-t-il. Que ce patrimoine appartienne à un Portugais qui le laisse tomber en ruines, c'est cela qui me chagrine. Pis encore, tout le patrimoine exceptionnel que nous avons au Portugal, qui appartient à l'Etat et qui tombe également en ruines parce qu'il n'y a pas les fonds publics nécessaires pour son entretien, voilà qui est une tragédie."

— **Cláudia Carvalho**
Publié le 17 mars